

# **ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET PASSATION DE MARCHES PUBLICS D'ENTRETIEN ET D'AMELIORATION DE PERFORMANCE ENERGETIQUE**

## **CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDE**

- Vu l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités territoriales
- Vu les articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique relatif au groupement de commandes,
- Vu la délibération N° de la Commune de Grasse
- Vu la délibération N° de la Commune de Peymeinade
- Vu la délibération N° de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIV

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, la Ville de Grasse et la Ville de Peymeinade ont décidé de s'unir pour mettre en œuvre un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de plusieurs marchés d'entretien et d'amélioration de performance énergétique.

Dans le cadre du Grenelle 1 et 2 de l'environnement, les collectivités territoriales doivent réduire leur consommation d'énergie et réduire également les émissions de gaz à effet de serre.

Aussi, les membres du groupement souhaitent avoir recours à un AMO pour étudier la faisabilité et la mise en œuvre d'un marché global de performance énergétique (MGPE), afin de réduire leur consommation d'énergie tout en garantissant cette performance, ou de marchés classiques de maintenance.

Objectif du marché global de performance énergétique :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la ville de Grasse, dans le cadre de leur Plan Climat Energie Territorial, souhaite relancer leurs marchés de maintenance de ces installations CVC en y incluant la notion de performance des consommations d'énergie et de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre. La ville de Grasse et la ville de Peymeinade également engagée dans une démarche de maîtrise de leurs consommations d'énergie souhaitent également s'inscrire dans cette démarche.

Engagées depuis 2013 dans un Contrat de Performance Energétique, la ville de Grasse et la CAPG souhaitent relancer une démarche similaire.

La ville de Peymeinade souhaite également se joindre à cette démarche, sous réserve de sa pertinence et de sa faisabilité.

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes entre les communes de Grasse et de Peymeinade et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, en vue de la passation d'un marché public d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) et de marchés classiques ou de marchés globaux de performance énergétique (MGPE), exécutés en coordination pour chacun des membres, conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

### **ARTICLE 2 : COMPOSITION DU GROUPEMENT DE COMMANDES**

Les membres du groupement de commandes sont :

- ☞ **La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par Monsieur le Président** dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sépard, BP 91015, 06131 GRASSE cedex,
- ☞ **La Commune de Grasse, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est place du Petit Puy – BP12069, 06131GRASSE cedex,
- ☞ **La Commune de Peymeinade, représentée par Monsieur le Maire** dont le siège est domicilié 11 Boulevard Général de Gaulle - CS 35100, 06531 PEYMEINADE cedex.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

Toute adhésion devra être réalisée avant le lancement de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence.

### **ARTICLE 3 : DUREE**

Le groupement de commandes prend effet à compter de la signature de la présente convention par les personnes dûment habilitées à cet effet jusqu'à la fin de mission du prestataire. Elle est susceptible d'être expressément renouvelée dans le cadre réglementaire applicable.

## **ARTICLE 4 : COORDONNATEUR**

### **4.1. Désignation du coordonnateur**

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est désignée par la présente convention coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

### **4.2. Missions du coordonnateur**

En tant que coordonnateur, la CAPG sera chargée de mettre en œuvre les procédures de marchés publics et ses éventuels avenants et de les faire exécuter, concernant les tranches ferme et optionnelles 1-a) et 1-b), au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

Il est convenu que le coordonnateur ne saurait prendre, sans l'accord des membres du groupement, toute décision pouvant entraîner le non-respect du programme et de l'enveloppe financière.

Dans tous les contrats passés par le coordonnateur, ce dernier doit avertir ses prestataires qu'il agit en qualité de coordonnateur du groupement.

### **4.3. Responsabilité du coordonnateur**

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il est donc responsable de tous les risques découlant de son activité. Il répondra seul de tout dommage de quelque nature que ce soit découlant de sa mission vis-à-vis des tiers.

## **Article 5 : Obligations et responsabilités des membres du groupement**

### **Article 5.1 : Obligations des membres**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Fournir au coordonnateur tout élément nécessaire à l'identification du besoin ;
- Participer à l'élaboration des pièces administratives et techniques du DCE ;
- Prendre connaissance et valider le DCE dans les délais fixés par le coordonnateur ;
- De s'assurer de la bonne exécution des prestations qui le concernent ;
- Payer les prestations correspondantes ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché le concernant.

## Article 5.2 : Responsabilité des membres

Chaque membre du groupement s'engage à faciliter l'exécution du marché dans les conditions prévues dans les documents contractuels, et à défaut, assure la responsabilité des difficultés d'exécution et des litiges qu'il pourrait générer.

Suite à la notification du marché par le coordonnateur du groupement, chaque membre s'assure de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne et en devient juridiquement le seul responsable.

## **ARTICLE 6 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Si la réunion de celle-ci est nécessaire, la Commission d'Appel d'Offres sera mise en place à la suite de l'approbation de la présente convention.

Elle sera composée, conformément à l'article L.1414-3 du C.G.C.T., d'un représentant ou de son suppléant le cas échéant, élus parmi les membres ayant voix délibérative de la C.A.O. de chaque membre du groupement, selon les modalités qui leur sont propres.

La présidence de la C.A.O. est assurée par le représentant du coordonnateur.

Pour les procédures supérieures aux seuils, la C.A.O. choisit l'attributaire du marché.

## **ARTICLE 7 : COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI**

Pour son bon fonctionnement, le groupement crée un comité technique ad hoc.

### Article 7.1 : Composition et modalités de fonctionnement

Le comité technique de coordination et de suivi est composé des référents techniques, juridiques et financiers au sein de chacune des structures du groupement et éventuellement de leurs élus référents.

Les représentants de chaque membre du groupement peuvent désigner un suppléant pour l'exercice temporaire ou permanent de leurs fonctions.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- la procédure d'élaboration et de passation du marché
- pour la validation des prestations exécutées

### Article 7.2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'opération.

Le comité technique est chargé :

- de participer à l'élaboration des pièces du marché, en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- de participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du ou des titulaires;
- d'intervenir tout au long de l'exécution de la prestation, et de vérifier la bonne exécution des prestations ouvrant droits au paiement.

D'autres éléments ou phases du projet peuvent être portés à la connaissance et examinés par le comité technique.

Le comité technique se réserve le droit de consulter tout autre acteur public local, non membre du groupement.

#### **ARTICLE 8 : TYPE DE MARCHÉ ET PROCEDURE**

La procédure de dévolution du marché à mettre en œuvre le sera conformément aux dispositions des textes en vigueur lors du lancement de la consultation.

#### **ARTICLE 9 : DECOMPOSITION DE LA MISSION ET MODALITES DE REPARTITION FINANCIERE**

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage se décomposera de la manière suivante :

- (TRANCHE FERME) : mission d'évaluation préalable de clôture du CPE de la CAPG actuellement en cours, de mise à jour des données de la CAPG, de la ville de Grasse et de la ville de Peymeinade pour les études énergétiques, thermiques, de faisabilité, techniques, opérationnelles, architecturales, et autre, afin de rassembler et reconstituer les informations nécessaires à la conception, au lancement et à la conduite de la procédure de passation d'un MGPE et/ou d'un marché classique.
- La tranche ferme a pour objectif d'évaluer la pertinence de l'établissement d'un MGPE. En cas d'évaluation positive, la mission pourra ensuite être étendue à l'assistance dans la mise en œuvre de la procédure de passation du MGPE jusqu'à la signature de ce dernier.

La tranche ferme est prise en charge financièrement par la CAPG.

- (TRANCHE OPTIONNELLE 1-a) : mission d'assistance à personne publique (ci-après « APP ») d'ordre technique, juridique et financière pour la conception, le lancement, la conduite de la procédure de passation du MGPE, le choix de la société de services d'efficacité énergétique.

Il pourra être établi différentes procédures en fonction de la volonté de chacune des entités (un MGPE alloti, deux MGPE allotis ou trois MGPE).

La tranche optionnelle 1-a) est prise en charge financièrement par la CAPG.

- (TRANCHE OPTIONNELLE 1-b) : mission d'assistance à personne publique (ci-après « APP ») d'ordre technique, juridique et financière pour la conception, le lancement, d'un marché de maintenance classique de type P2/P3, le choix de la société de services d'efficacité énergétique. Il pourra être établi différentes procédures en fonction de la volonté de chacune des entités.

La tranche optionnelle 1-b) est prise en charge financièrement par la CAPG.

- (TRANCHE OPTIONNELLE 2) : mission APP d'ordre technique, juridique et financière pour le suivi des travaux ou installations dans le cadre du MGPE.

La tranche optionnelle 2 est prise en charge financièrement par chacun des membres en cas de levée de la tranche.

- (TRANCHE OPTIONNELLE 3) : mission APP annuelle du suivi du CPE sur une durée maximale de deux (2) ans.

La tranche optionnelle 3 est prise en charge financièrement par chacun des membres en cas de levée de la tranche.

Chaque collectivité membre du groupement s'engage à payer directement le titulaire en fonction de la décomposition du prix global et forfaitaire qui lui est propre et en fonction des Ordres de Service d'affermissement des tranches optionnelles 2 et 3.

Chaque collectivité membre du groupement est libre d'affermir les tranches optionnelles 2 et 3 du futur marché.

La CAPG constituera le dossier de demande de subvention pour le compte des membres et en percevra la totalité des sommes pour les tranches ferme et conditionnelle 1a et 1b.

## **ARTICLE 10 : PAIEMENT DU MARCHÉ**

Chaque membre s'engage à payer directement le titulaire dans les conditions prévues à l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique et informe le coordonnateur de la bonne mise en paiement de la somme due.

Les modalités d'émission des pièces de dépense par le titulaire du marché, seront définies dans les pièces contractuelles du marché.

## **ARTICLE 11 : MODIFICATIONS**

### **Article 11.1 : Modifications de la convention constitutive de groupement de commande**

Toute modification de la présente convention constitutive devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble de ses membres.

### **Article 11.2 : Modification du marché**

La passation des avenants relève de la compétence du coordonnateur du Groupement. Les avenants seront préalablement soumis à l'approbation du comité technique.

Toute modification du marché devra faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble de ses membres.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

### **Article 12.1 : Litiges résultant du marché**

En cas de litige résultant de l'application des clauses des marchés, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal administratif de Nice.

En contentieux précontractuel ou contractuel lié à la procédure d'attribution des marchés, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, lui seul sera responsable financièrement.

En contentieux de l'exécution, chaque membre gestionnaire sera responsable financièrement de ses propres marchés, des éventuels frais à verser à la partie requérante.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

### **Article 12.2 : Litige résultant de la présente convention**

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention constitutive chaque partie s'efforcera de trouver de bonne foi un accord. La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation devra en informer l'autre partie par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) en indiquant les éléments du différend.

A défaut d'accord trouvé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la LRAR par la partie concernée, le litige sera porté devant les juridictions compétentes.

### **ARTICLE 13 : RETRAIT D'UN MEMBRE**

Les membres peuvent se retirer du Groupement par délibération de leur assemblée délibérante. La délibération est alors notifiée à tous les autres membres.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché, le membre du groupement souhaitant se retirer s'engage à s'acquitter de l'ensemble des frais et indemnités afférents au marché ou à son éventuelle résiliation.

La présente convention pourra être résiliée à l'unanimité des membres, donnant lieu à un procès-verbal précisant les mesures conservatoires à prendre.

Les conséquences de droit et financières seront, le cas échéant, et en l'absence d'accord entre les parties, soumises à juridiction compétente.

### **ARTICLE 14 : CAPACITES A ESTER EN JUSTICE**

Le coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Fait à Grasse, le  
(en 3 originaux)

**Monsieur le Maire de Grasse**

**Monsieur le Maire de Peymeinade**

*(Signature + cachet)*

*(Signature + cachet)*

**Monsieur le Président de la  
Communauté d'Agglomération du  
Pays de Grasse**

*(Signature + cachet)*

La présente convention comporte 8 pages